# LE SITE ALTUSPATRIMOINE.COM

**Category:** Produits classiques : Danger !
**Tag:** Enquête

Ce site proposait la gestion de patrimoine. C'est un clone frauduleux du site althos-patrimoine.com.

## Le site internet :

Le site a été créé le 23/06/2018. Nous publions le whois anonyme :

https://domainbigdata.com/altuspatrimoine.com

## Les informations juridiques :

Il n'y a pas d'informations juridiques.

## Les recherches de l'ADC Lorraine :

### La page accueil :

Les recherches effectuées ont permis d'établir que c'est un copié / collé d'un vrai site dénommé www.athos-patrimoine. Ce site créé en 2013 effectue une activité de gestion de patrimoine. Nous publions les pages accueils :

la page du site altuspatrimoine.com

La page accueil du site www.altuspatrimoine.com

La page du site althos-patrimoine.com :

La page accueil du site althos-patrimoine.com

Le site altuspatrimoine.com ne mentionne aucune information sur le n° siret, le n° REGAFI ou l'ORIAS. Il y a juste un n° de téléphone qui ne donne pas de résultats intéressants.

Le nom a été usurpé. Il existe réellement une vraie société.

Il n'y a pas de Conditions Générales de Vente ou d'informations juridiques y compris la politique de confidentialité.

### Les produits :

Le site propose notamment un livret d'épargne. Nous avons examiné les Conditions Générales de celui-ci que nous publions ci-dessous :

Les conditions générales du livret du site www.altuspatrimoine.com

Elles sont rigoureusement identiques à celles du site HSBC que nous publions ci-dessous :

Les conditions générales du livret de la banque HSBC

La plaquette d'information est intéressante. Nous la publions ci-dessous :

La plaquette du site www.altuspatrimoine.com

Il s'agit en fait de la plaquette du GROUPE SOFIA que nous reproduisons ci-dessous :

La plaquette du groupe sofia

### Les règlements :

Ils sont au profit notamment des sociétés suivantes :

- La société ALTUS avec un compte ouvert en Hongrie.

- Le société roumaine RG EURO TECHNO SRL

Cette société est aussi utilisée par les sites suivants :

- bitconeo.com
- btimarket.com
- gme-crypto.com

Ces trois sites sont connus de l'ADC France et on fait l'objet de recherches de

la part de l'association.

## Conclusion :

Ce site appartient aux mêmes personnes qui ont exploité des sites d'arnaques à l'épargne. Nous vous déconseillons tout achat sur le site cité dans cet article. Il est à noter les liens financiers multiples existant entre plusieurs sociétés parfaitement identifiées pour les quels des actions ont été lancées par notre association.

L'article publié par le site franceinter.fr présente de façon intéressante la situation depuis plus de 15 ans.

https://www.franceinter.fr/les-autorites-s-organisent-pour-lutter-contre-le-business-d-escrocs-franco-israeliens

Si vous avez effectué un investissement sur ce site, vous pouvez nous contacter à l'adresse placement@adcfrance.fr.  Il faudra simplement nous joindre dans votre mail le ou les RIB que vous avez utilisés pour faire les règlements.

Vous trouverez dans le lien ci-dessous des informations sur notre travail :

http://adcfrance.fr/les-conseils/arnaque-aux-sites-dedies-a-l-epargne-les-premieres-informations-de-l-adc-france/

L'association fera le maximum pour vous aider. Il vous sera simplement demandé une adhésion à 47 € incluant l'abonnement à notre revue trimestrielle dont vous trouverez deux numéros dans les liens ci-dessous :

Les conseils pratiques pour la gestion d'un litige

Le numéro 152 de la revue Antipac

L'apparition de l'ADC France :

La revue Antipac n° 149

Vous pouvez la réaliser avec le lien sécurisé ci-dessous :

http://adcfrance.fr/adhesions-readhesions-adc-france/

Vous pouvez aussi nous l'adresser par chèque à l'ordre de l'ADC France 3/5 Rue Guerrier de Dumast, 54000 NANCY

*Nous tenons à préciser que toutes les recherches ont été sauvegardées sur un disque dur externe en PDF.*

*Par ailleurs, s'agissant de données publiques, nous ne retirerons aucune information sauf erreur matérielle. Cette demande devra être faite exclusivement par courrier recommandé avec AR. Aucune suite ne sera donnée pour toute demande faite par mail ou par téléphone.*